

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

TROISIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

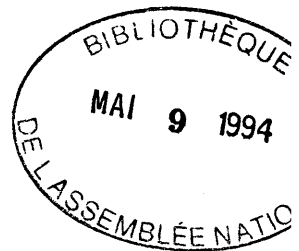
Projet de loi 191

**Loi concernant la Ville de  
Salaberry-de-Valleyfield et la  
Paroisse de  
Saint-Stanislas-de-Kostka**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. André Chenail  
Député de Beauharnois-Huntingdon**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1994**

#### NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet de loi vise à assurer un partage de l'actif et du passif relatifs au territoire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield qui a été annexé par la Paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka en 1988.*

## Projet de loi 191

### **Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et la Paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Ville de Salaberry-de-Valleyfield et la Paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka doivent négocier un accord sur le partage de l'actif et du passif relatifs au territoire annexé par la Paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka en vertu de son règlement 18-86 adopté le 21 août 1986.

À cette fin, le ministre des Affaires municipales transmet par écrit aux municipalités un avis mentionnant le nom du conciliateur qu'il nomme pour la négociation de cet accord et le délai qu'il leur impartit pour sa conclusion. Ce conciliateur peut être un membre de la Commission municipale du Québec.

**2.** Les articles 156 à 160 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9) s'appliquent à cet accord, compte tenu des adaptations nécessaires.

**3.** La ville conserve la propriété de l'aérodrome situé sur le territoire annexé.

**4.** L'accord doit tenir compte des sommes déjà payées par la paroisse à la ville relativement au partage de l'actif et du passif.

**5.** La paroisse peut, par règlement, imposer sur les immeubles situés sur le territoire annexé une taxe spéciale pour pourvoir, le cas échéant, au paiement du montant total résultant de l'accord et des dépenses requises pour l'établir ou pour rembourser un emprunt

contracté à ces fins. Cette taxe est basée sur la valeur des immeubles imposables telle qu'elle apparaissait au rôle d'évaluation lors de l'entrée en vigueur de l'annexion.

À ces fins, la paroisse peut aussi décréter un emprunt qui ne nécessitera que l'approbation du ministre.

**6.** La présente loi n'affecte pas les causes pendantes le 8 mars 1994.

**7.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).